



# GESTION PUBLIQUE

## La veille internationale en brèves

N° 90 – Octobre 2018

### Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.
- La reproduction est autorisée avec mention de la source.

## Note réactive d'octobre

### N° 105 – Chine

Deuxième économie du monde, la Chine souhaite dorénavant occuper le premier rang dans les secteurs incontournables de l'économie numérique et de l'innovation technologique. Elle ambitionne ainsi de devenir le leader mondial en matière d'intelligence artificielle (IA). Premier investisseur mondial dans le domaine en 2017, elle se distingue aussi par une forte production scientifique sur le sujet. Le pays dispose d'un potentiel énorme : une population de 1,38 milliard d'habitants dont 800 millions d'utilisateurs de smartphones, des investissements considérables et des entreprises ultradynamiques. L'IGPDE consacre sa note réactive d'octobre à l'IA en Chine.

[en savoir plus](#)

## Actualité de la gestion publique

### 1 – Budget et performance

- Élaboration et exécution  
- Mesure de l'efficacité et évaluation

- Contrôle et audit des finances publiques  
- Règles et traités internationaux

#### Argentine



L'Argentine se trouve dans une **situation économique difficile** ; sa monnaie, le peso, a perdu 40 % de sa valeur par rapport au dollar depuis le début de l'année. Pour endiguer la dévaluation, le pays a été obligé d'augmenter les taux d'intérêts et de réduire le déficit budgétaire. Le président Mauricio Macri a annoncé une **augmentation des taxes** sur les céréales ou d'autres produits et **la suppression ou fusion de 10 à 13 ministères** dont ceux du ministère de la Science, de la Culture, de l'Énergie, de l'Agriculture et du Tourisme. L'autre volet de la politique présidentielle réside dans l'octroi d'aides et le renforcement des programmes alimentaires auprès des Argentins les plus pauvres. Afin de restaurer la confiance, un prêt de 50 milliards de dollars a été accordé par le FMI de manière anticipée.

[En savoir plus](#)

#### Italie



Le nouveau gouvernement populiste au pouvoir a décidé **d'augmenter les dépenses publiques afin de lutter contre la pauvreté**. Il prévoit, en effet, **des réductions d'impôts, l'introduction d'un revenu minimal pour les chômeurs et des mesures pour l'augmentation du pouvoir d'achat des retraités** (ce qui devrait coûter 10 milliards d'euros). Le déficit serait maintenu dans la limite des 3 %, puisqu'il devrait atteindre 2,4 % du PIB (plus que les 0,8 % du PIB prévus par le gouvernement de centre gauche). C'est plutôt **la situation de la dette italienne** (deuxième plus importante de l'UE

après celle de la Grèce) qui préoccupe l'Union européenne, car elle atteignait déjà **2 300 milliards d'euros (soit 131 % du PIB)** avant ces nouvelles annonces de dépenses. Le risque de crise entre l'Italie et Bruxelles semble important.

[En savoir plus](#)

#### Vietnam



La Direction générale des douanes encourage fortement les banques à obtenir une **certification afin de pouvoir régler les taxes douanières en ligne**. Quatre nouvelles banques (Shinhan Vietnam, PG Bank, SHB et HSBC Vietnam) viennent d'obtenir cette autorisation, ce qui porte à 22 le nombre de banques pouvant réaliser ce genre de transactions. Ces opérations s'effectuent sans frais pour les entreprises et nécessitent la plupart du temps une mise à jour des portails de paiement en ligne des banques concernées. Les paiements en ligne permettent de réduire les coûts pour le contribuable ; cela représente aussi un gain de temps, et les paiements sont plus simples. Cela facilite aussi le dédouanement des marchandises et permet au Vietnam d'atteindre **le niveau moyen des pays de l'ASEAN en matière de délais des procédures d'import-export**.

[En savoir plus](#)

## 2 – Gouvernance

- Réorganisations administratives et territoriales
- Délivrance du service public
- Concessions, délégations et partenariats
- Nationalisations et privatisations

#### Corée du Sud



Une loi spéciale sur le **développement national équilibré** a été adoptée afin de favoriser les délocalisations. Dans le cadre de cette loi, **122 institutions publiques pourraient être délocalisées en province** (sauf la Banque de développement et la Banque industrielle de Corée). Cette mesure est critiquée par l'opposition comme potentiellement anti-économique. Ce n'est pas la première vague de délocalisations que la Corée connaît. Déjà en 2004, 153 institutions publiques, dont la société d'électricité de Corée, avaient été transférées dans dix villes innovantes.

[En savoir plus](#)

#### Maroc



Le rapport annuel du Conseil économique, social et environnemental (CESE), rendu public fin septembre, révèle une **prise de conscience citoyenne en matière d'inégalités et le développement d'un sentiment d'insécurité** au sein de la population. De manière générale, le CESE recommande de **renforcer la lutte contre la corruption, de généraliser la reddition des comptes, d'alourdir les sanctions en matière de pratiques anticoncurrentielles et de privilèges, et de réduire les délais entre l'adoption des lois et la publication des textes**. La lutte contre les inégalités passe aussi par la réforme de l'école publique, aujourd'hui en perte de vitesse par rapport à l'enseignement privé. Enfin, la lutte contre le sentiment d'insécurité (541 140 arrestations liées à des affaires criminelles enregistrées et présentées devant le parquet en 2017) suppose une meilleure communication.

[En savoir plus](#)

#### Royaume-Uni



Les responsables de l'industrie agroalimentaire expriment de **fortes craintes en raison de la sortie probable du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord**. Le plan de Theresa May n'a pas obtenu le soutien des dirigeants de l'UE. Le gouvernement a tenté de rassurer les représentants de l'industrie agroalimentaire, en assouplissant les modalités de recouvrement des taxes de douane afin de maintenir une libre circulation des biens. Les risques les plus importants concernent les denrées périssables qui ne peuvent souffrir des délais d'attente trop longs aux frontières. Seule **la nomination d'un ministre en charge des approvisionnements alimentaires** a apaisé quelque peu ces craintes.

[En savoir plus](#)

### 3 - Relation à l'utilisateur

- Action publique numérique  
- Démarches qualité

- Gouvernement ouvert et transparence  
- Participation des citoyens et coproduction

#### Australie



La ville d'Adelaïde (capitale de l'Australie-Méridionale, comptant 1,3 million d'habitants) a pour ambition de devenir une « **ville intelligente, écologique, agréable à vivre et créative** ». Elle est confrontée depuis quelques années à une **augmentation du nombre de sans-abri** (de 76 à 120 personnes entre 2016 et 2017, dans le seul quartier d'affaires d'Adelaïde). Afin que les pouvoirs publics et les associations puissent les localiser et les identifier, les services municipaux **collectent des données sur les sans-abri**. Une base de données complète sera élaborée afin de les connecter aux prestataires de services sociaux.

Par ailleurs, Adelaïde a pour objectif de **devenir neutre en carbone d'ici 2025**. Partant du constat que 20 % du trafic provient des voitures cherchant une place de parking, la municipalité a créé une **application Park Adelaïde** recensant les places de parking disponibles. L'acquisition de véhicules électriques est encouragée par l'installation de stations de recharge (40 depuis 2016) et l'octroi d'aides aux habitants et entreprises souhaitant en acquérir un. De plus, des prêts sont accordés aux propriétaires de bâtiments afin qu'ils acquièrent des installations plus économes en énergie. Enfin, l'ensemble des données collectées en matière environnementale sont disponibles en open data sur le *cloud*.

[En savoir plus](#)

#### Inde



La **ville de Delhi**, pionnière en Inde, expérimente **les services publics à domicile**. Cela concerne pour le moment **40 services** dont la délivrance de permis de conduire, de carte de rationnement, de certificat de mariage, de caste ou de résidence. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la volonté du Premier ministre, Arvind Kejriwal de **rapprocher l'administration des citoyens**. Sept ministères sont impliqués dans la démarche, qui comprend les « *sahayak mobile* », des facilitateurs qui rassemblent les documents au domicile des citoyens, et leur délivrent ensuite les documents administratifs par courrier rapide. Chaque document fera l'objet d'un suivi via un identifiant unique par SMS.

[En savoir plus](#)

#### Italie



Les **entreprises dans le domaine technologique, fournisseurs de l'Administration, ont un rôle important à jouer dans la transformation numérique** de l'Italie. L'Administration a tendance à sélectionner des sociétés sur la base de critères commerciaux et non d'innovation. C'est pourquoi, l'équipe en charge de la transformation numérique au sein de la présidence du Conseil a adopté **un nouveau cadre de principes et de pratiques en matière de marchés publics informatiques**. Parmi ces principes, il y a celui du caractère inclusif des outils et services proposés, la proposition de logiciels en open source, le respect des normes de sécurité, l'utilisation du *cloud* de l'Administration publique, la réutilisation des plateformes (SPID- Sistema Pubblico di Identità Digitale, PagoPA – système de paiement électronique) et logiciels existants, la protection des droits des citoyens.

[En savoir plus](#)

#### Kirghizistan



Le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie de transformation et de l'Amélioration estime indispensable d'utiliser **la technologie du blockchain dans le cadre du système national de sécurité alimentaire**. Les avantages sont nombreux : simplification des processus tels que la conclusion d'un accord ou la création de rapports, meilleure organisation de la chaîne d'approvisionnement entre fournisseurs, transporteurs, acheteurs, exploitants de services d'entrepôts. L'expérience internationale confirme ces faits. Cela nécessite toutefois l'implication de toutes les parties prenantes, et l'accès de tous à la même interface.

[En savoir plus](#)

### 4 – Emploi public

- Statut, positions d'activité et rémunération  
- Management et évaluation

- Recrutement et formation  
- Évolutions sociétales

#### Australie



Jusqu'à une période récente, l'âge légal de départ à la retraite ne cessait de reculer en Australie. Il devrait passer de 65 à 67 ans d'ici juillet 2023, puis à 70 ans d'ici juillet 2025. Ces mesures étaient soutenues par le Trésor, le budget des retraites dépassant le budget de la Défense et le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans devant doubler d'ici 2050. Cependant, **Scott Morrison, Premier ministre** (membre du parti libéral), **depuis l'été dernier, propose d'inverser la tendance et fixer**

**l'âge de départ à la retraite à 67 ans.** Cette annonce a été saluée par Ian Yates, le directeur général du Conseil sur le vieillissement. Le projet de budget prévoit également différentes mesures afin d'aider les Australiens à vivre plus longtemps, en meilleure santé, à être plus actifs, notamment grâce au bonus de retraite et au soutien particulier aux personnes âgées détenant une entreprise pour accéder à la retraite.

[En savoir plus](#)

#### Inde



Le gouvernement Modi souhaite **revoir les modalités de recrutement dans la fonction publique.** Actuellement, la Commission des services publics de l'Union organise un examen d'entrée et ceux qui ont obtenu les meilleurs résultats peuvent choisir parmi les 24 corps de l'Administration publique. Ils suivent ensuite une formation à l'Académie nationale d'Administration. **Cet examen pourrait être remplacé par une formation de trois mois aux compétences administratives de base** qui précéderait l'affectation. Les opposants à cette réforme craignent que les candidats soient sélectionnés sur des critères subjectifs, comme l'allégeance au pouvoir ou les convictions politiques, plutôt que sur des critères objectifs, ce que permettait l'examen. D'autres soulignent que l'ancien système était devenu obsolète et ne garantissait pas le recrutement de personnes compétentes. Toutefois, les critères de sélection doivent être transparents.

[En savoir plus](#)

#### Irlande



Le **système actuel de rémunération des agents publics est à double vitesse** : les personnes recrutées après 2011 ont une rémunération plus faible que les anciens. Le ministre de la Dépense publique, Paschal Donohoe, a annoncé que l'année prochaine **35 000 agents publics recrutés après 2011 bénéficieront d'un rattrapage salarial qui pourra atteindre jusqu'à 3 000 euros par an.** Ceci n'est pas synonyme de réintroduction des indemnités supprimées en 2011. L'Organisation médicale irlandaise (OMI) a jugé la mesure insuffisante pour remédier aux problèmes de pénurie de personnel dans les hôpitaux publics. Cette mesure coûtera 27 millions d'euros en 2019 et 48 millions d'euros en 2020.

[En savoir plus](#)

## INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : VIRGINIE MADELIN, DIRECTRICE GÉNÉRALE  
RÉDACTEUR EN CHEF : MARCEL GUENOUN, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE  
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : VIRGINIE MA-DUPONT, CHARGÉE D'ÉTUDES  
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : VIRGINIE MA-DUPONT/ NADINE BERNET  
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

[recherche.igpde@finances.gouv.fr](mailto:recherche.igpde@finances.gouv.fr) – [@Igpde\\_Gp](https://twitter.com/Igpde_Gp)  
<https://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique>

PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2018



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

MINISTÈRE DE L'ACTION  
ET DES COMPTES PUBLICS